

➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

La haine des flics

L'état d'urgence encore pour 2 mois, soit disant pour que les footballeurs et les cyclistes soient en sécurité. Pour cela, restriction de la circulation, interdiction de séjour dans certains lieux et surtout maintien des assignations à résidence. A cela on rajoute toutes les dispositions prises par l'Etat pour asseoir encore plus sa violence. Une formation expresse d'une semaine pour les CRS qui vont passer du maintien de l'ordre à la riposte lourdement armée en cas de force majeure. Cette dernière pouvant être une attaque terroriste mais aussi des manifestations, des révoltes qu'il faudrait réprimer. Les premiers formés vont pouvoir s'essayer durant l'Euro de football. Concrètement un arsenal de tireur d'élite, un déplacement en binôme un qui tire l'autre qui observe. La décision de tirer est basée sur l'initiative pour ne pas perdre de temps. Ou encore un plan national de contre terrorisme censé réunifier les différentes forces de l'ordre. Et un projet de loi qui veut plus de protection juridique pour les policiers et ce même en dehors du cadre terroriste. Dans la rue cela donne quoi ? Des flics qui affichent clairement leur volonté d'en découdre. Comme par exemple le 14 avril dernier lors de la manif contre la loi El Khomri un sticker collé sur la matraque d'un flic qui représentait la tête de mort emblème du Punisher, un personnage de l'univers Marvel. Son crédo : vengeance et justice personnelle ! Ou encore ces flics qui piqués au vif arrachent les appels à témoins diffusés par l'IGPN après qu'un manifestant frappé par la police ait déposé plainte. Tout ceci sous fond de revendications de la police qui compte manifester contre « la haine anti-flic » le 18 mai place de la République à Paris. Heure à préciser.

Flics-voyous en marge d'une manif à Lille

La vidéo montre une violence incroyable des flics lillois : après une manif contre la loi Travail, une trentaine d'entre eux défonce à coups de bélier la porte du local de la CNT (syndicat révolutionnaire) et interpelle deux militants. Accusés de quoi au juste ? On ne sait pas trop, d'avoir tagué des vitrines peut-être.

Prisonnières en lutte à Fleury-Mérogis

Une soixantaine de personnes se sont rassemblées samedi 16 avril devant la prison pour soutenir les prisonnières en lutte contre l'implantation du système de promenade unique. Les cris : « des parloirs tout le temps, des promenades tout le temps, téléphone tout le temps, liberté tout de suite », en basque aussi « presoak kalera, amnistia osoa » ont transmis notre message de solidarité et de soutien vers l'intérieur de la prison. Le 7 mai un nouveau rassemblement a eu lieu.

Une affiche de la CGT qui fait polémique

« CRS – Stop la violence ». Cette affiche a choqué dans les rangs policiers, au gouvernement, chez certains entrepreneurs aussi... Il n'est pas de bon ton de médiatiser une affiche qui dénonce la violence commise par les CRS. A moins que ce soit surtout le sang en arrière-plan de la matraque qui ait tant choqué. L'Union des entreprises des Pyrénées-Orientales n'a pu s'empêcher de répondre : selon elle, la police « nous protège », la CGT « les insulte ». Les deux ont raison : l'affiche de la CGT montre bien la violence que la police incarne, pour preuve les multiples violences qui aboutissent à la perte d'un œil, des fractures, des morts parfois. Mais la police « protège » aussi : les patrons, l'ordre établi...

Un lycée occupé par des réfugié(e)s à Paris

Depuis le 21 avril, des réfugié(e)s occupaient un lycée désaffecté dans le XIXème. Suite à la plainte de la région Île de France, ils ont été évacué(e)s de force et avec violence le 4 mai au petit matin alors qu'ils étaient près de 300. Les soutiens présents devant le lycée ont été immédiatement et sans sommation gazés et maltraités et comme d'habitude les réfugié(e)s ont été triés, emmené(e)s dans des cars parfois en lointaine banlieue et en dépit de tout bon sens (les membres de certaines familles ont parfois été séparés), environ 80 ont été emmenés au comico de l'Evangile et plusieurs sont ressortis avec une OQTF. Deux jours plus tôt c'étaient les réfugiés qui campaient sous le métro à Stalingrad qui avaient été évacués. Un blocage d'un débat sur « la solidarité » européenne aux migrants lors de la « Fête de l'Europe » (sic) a été organisé par les militants écœurés.

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°152 • Mai 2016

Recevoir ce bulletin par Internet : contact@resistons.lautre.net. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

La troisième condition de Lénine

C'était le premier mai à Paris et ce n'était pas comme d'habitude. Ce n'était pas la traditionnelle balade familiale avec les cortèges des partis Kurde ou Tamul. Devant le compact « carré de tête » des « chefs » et leur SO s'amassaient des milliers d'opposants à la « loi travail » et son monde, en lutte depuis déjà 2 mois. Jeunes et moins jeunes, parfois bardés de leur badge et drapeau syndicaux ont bravé l'« ordre » et crié leur colère en réponse aux brutales provocations du pouvoir : cortèges violemment scindés, enfermant des milliers de personnes dans une « nasse » (tactique nouvelle déjà rodée lors des manif lycéennes et employée le jeudi 28 avril et pour la première fois dans un cortège du premier mai !). Face aux gazages continuels, les manifestants n'ont pas fui et ont crié « police nationale, police du capital » ou encore « tout le monde déteste la police ». Vous vous rendez compte ? L'enfumage habituel se fissure ! Renvoi à l'échéance des élections de 2017, idéologie sécuritaire et raciste (leur « dernière carte » disions nous dans l'édito du RE d'avril dernier)... une partie

de plus en plus massive de la population commence à ne plus vouloir en souper. L'Etat « le plus froid de tous les monstres froids. » (Nietzsche) est contraint de se dénuder. Son dernier atout ce sont ses hommes en armes : matraques, grenades, tonfas, flashballs et bientôt fusils d'assaut.

Pour Lénine trois conditions devaient être réunies pour le succès d'une révolution : qu'en bas on ne veuille plus, qu'en haut on ne puisse plus... et qu'existe un « parti révolutionnaire d'avant-garde capable de diriger les masses ». Les deux premières conditions commencent à être remplies en France. En revanche la troisième, on n'en veut pas : l'histoire a tragiquement et à plusieurs reprises condamné cette idée. En mai 1968, par exemple, c'est le PCF qui a entrepris de liquider la grève générale de 10 millions d'exploités d'où aurait pu surgir le pouvoir anti capitaliste du peuple. Pourtant on sent de plus en plus qu'une vraie « troisième condition » manque. D'où va-t-elle surgir ? Des assemblées populaires, genre

suite en page 2 >

« Commune de Paris », esquissées par les « Nuit Debout », qui essaieraient dans le pays ? De la liaison de ces assemblées avec des grèves qui se généraliseraient et se durciraient ? Des quartiers populaires qui se révolteraient massivement sans plus être isolés, comme en 2005, face à la répression féroce de l'Etat ? D'un mouvement populaire de soulèvement spontané qui viendrait de n'importe où n'importe quand pour se dresser contre les massacres étatiques généralisés ? Aujourd'hui personne ne le sait, c'est normal tellement la situation est confuse et nouvelle. Mais une embellie semble se pointer. Et elle est pleine de promesses.

➤ Répression sans borne de la lutte contre la « loi travail » et son monde : la solidarité s'organise !

Le mouvement dure maintenant depuis deux mois, il a vu naître de nouvelles formes de lutte notamment l'occupation de places publiques dont celle de la République à Paris (« Nuit Debout ») et a vu monter d'un cran la répression. Dès le début du mois d'avril, les blocages lycéens ont été systématiquement réprimés : charge de flics, tabassages, arrestations parfois au domicile, gardes à vue (notamment des lycéens du lycée Voltaire le 14 avril)... Chaque journée de manifestation compte ses interpellés, parfois par centaines (par exemple 240 le 28 avril dont 60 sur la seule ville de Marseille), et ses blessés, parfois très graves (le 28 avril, à Rennes, Jean François Martin, étudiant, a perdu un œil suite à un tir de flashball, à Marseille, une élève de première, Lola, en a reçu un en plein ventre...). Outre les flics infiltrés dans les cortèges, des doubles cordons de CRS sont

présents à l'intérieur des manifs et les encadrent, sur le côté, au coude à coude avec les manifestants ; des drones les surveillent ; des hélicoptères les survolent lâchant parfois des gaz lacrymos (le 9 avril place de la nation à Paris) ; des grenades de désencerclement sont systématiquement lancées à hauteur d'homme et il paraît même que les syndicats de flics font pression pour obtenir le droit d'utiliser des canons à eau ; les rassemblements sont communément gazés et matraqués (par exemple devant le théâtre de l'Odéon en soutien aux intermittents qui l'occupaient le 25 avril)... Les provocations sont constantes dont cette nouvelle forme d'intervention policière notamment employée le 28 avril et le 1^{er} mai : la tête des manifs occupée par les étudiants et les lycéens indépendants et tous ceux qui souhaitent manifester hors des cortèges syndicaux (dont des syndiqués avec badge et drapeau) est isolée par les CRS (avec la collaboration active des SO CGT/FO) puis nassée et copieusement gazée en même temps que les coups de matraque se mettent à pleuvoir. La solidarité s'est organisée en conséquence : un témoignage de la « Street medic » parisienne en atteste en même temps qu'il donne une idée de la brutalité de la répression (<https://paris-luttes.info/temoignage-d-une-streetmedic-lors-5552>) ; le 5 avril un appel a été lancé à « Nuit Debout » République et a permis un rassemblement de plusieurs centaines de personnes devant un comico du 5^{ème} arrondissement où plusieurs interpellés avaient été enfermés puis une manif sauvage aux cris notamment de « Zyed, Bouna, Rémi on n'oublie pas ! ». Les condamnations commencent cependant à tomber : le 9 avril, à Paris, sur les 15 personnes mises GAV au moins 6 sont passées en comparution immédiate et ont écopé de prison avec sursis notamment deux personnes qui ont reconnu lors de leur GAV avoir jeté des projectiles sur les flics (alors que ceux qui, accusés du même délit, ont refusé de rien

dire ou signer chez les flics ont été relaxés) ; le 28 avril, lors de l'action de blocage du port de Gennevilliers, deux personnes interpellées ont été inculpées pour port d'arme (un opinel) et violence sur agent (pour celui qui s'était lui-même pris des coups), leur procès aura lieu le 6 octobre, en attendant elles sont sous contrôle judiciaire ; lundi 9 mai ce sera aux étudiants arrêtés lors de l'évacuation brutale de Tolbiac le 17 mars de passer devant le juge ; deux militants CGT PSA Rennes et Tremery ont été condamnés à de la prison ferme... Les lycéens n'ont pas échappé aux poursuites judiciaires : après Ryan élève de 15 ans du lycée Voltaire à Paris qui a été mis en examen suite à sa participation au blocus du 1^{er} avril et risque jusqu'à 15 ans de prison et 7500 euros d'amende, lundi 2 mai, c'est au tour de 13 lycéens et lycéennes du 92 d'être convoqués à la Sûreté Territoriale de Nanterre pour s'être mobilisés notamment au lycée Léonard de Vinci de Levallois, ils ont été gardés à vue et libérés le mardi 3 mai. Ils et elles sont accusés d'être responsables de dégâts matériels occasionnés lors du blocage de leur lycée le 5 avril, journée de mobilisation nationale. Une vingtaine d'élèves de ce même lycée sont convoqués en commission disciplinaire, une exclusion définitive a déjà été prononcée pour certains d'entre eux. Mais, la solidarité s'organise également à ce niveau : un collectif de soutien du lycée Voltaire et un comité de soutien 92 se sont formés ; sur Paris, le groupe de défense collectif « Defcol » met à disposition un numéro de téléphone et un mail (07 53 89 19 10, defcol@riseup.net) permettant de recueillir les témoignages sur les violences policières et de proposer une aide et un suivi juridique (avocats, conseils...) aux personnes interpellées ; une réunion qui s'est tenue le 4 mai à la Bourse du Travail de Paris pour permettre une résistance la plus large possible contre la répression et les violences policières a rassemblé des centaines de personnes de tous horizons.



Un nouveau guide :

Quelques principes de la défense collective et l'action du groupe ces derniers jours.
Elaboré par le Groupe de défense collective (Defcol) Tél : 07 53 82 19 10 ; mël : defcol@riseup.net
Le guide est sur : <https://paris-luttes.info/communique-du-groupe-de-defense-5442>

Rassemblement « Stop à l'impunité policière »

mercredi 18 mai à 11 h, place de la République, juste avant la manif des flics, convoqué par le collectif UNPA. Manifestation convoquée par le « Collectif contre l'état d'urgence » le même jour, infos : paris.demosphere.eu

Eric Blaise, on ne t'oublie pas

Le combat de la famille Blaise suite au décès de leur fils Eric à la prison de Fleury-Merogis en 2005 : <https://www.youtube.com/watch?v=XZSpH3e07fA>
(Voir aussi RE n° 39, février 2006, n° 44, mai 2006)

Bordeaux

14 mai Mobilisation générale contre l'état d'urgence!!! Manifestation, concert de casseroles, prises de parole, musique. Info : <https://fr.scribd.com/doc/311320680/Etat-d-urgence-Planche-Flyer-Mobilisation-du-14-mai>

Solidarité avec Jean-Marc Rouillan...

... convoqué le 1er juin 2016 à l'audience de la Chambre correctionnelle 10/1 Tribunal de Grande Instance de Paris pour : « avoir fait l'apologie publique d'un acte de terrorisme » C'est pour que la parole puisse continuer d'interroger le monde que nous vous appelons à refuser la censure et à venir assister à l'audience du 1^{er} juin 2016.

Procès des salariés d'Air France « chemises déchirées »

vendredi 27 mai 2016 (heure non définie) Palais de justice de Bobigny 173 avenue Paul Vaillant Couturier Bobigny (93) Métro Bobigny-Pablo-Picasso Tram Libération <http://paris.demosphere.eu/rv/44936>

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...